

Relations politiques de l'UE avec l'Inde

2017/2025(INI) - 13/09/2017 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 520 voix pour, 73 contre et 86 abstentions, une résolution sur les relations politiques de l'Union européenne avec l'Inde.

L'Union et l'Inde sont les deux plus grandes démocraties du monde. Elles ont bâti, au cours des deux dernières décennies, un partenariat stratégique reposant sur des valeurs et des intérêts partagés. Elles sont des partenaires économiques, commerciaux et d'investissement importants et ont engagé des négociations depuis 2007 en vue d'un accord de libre-échange et d'investissement ambitieux.

Un partenariat plus fort: soulignant que le partenariat entre l'Union et l'Inde n'avait pas encore atteint son potentiel, le Parlement a préconisé un engagement politique plus fort de la part des deux parties au regard des enjeux auxquels elles doivent répondre au niveau régional et international.

Les députés ont salué l'adoption du plan d'action 2020 UE-Inde ainsi que le redémarrage, en 2016, de la coopération dans de nombreux domaines tels que la sécurité, la lutte contre le terrorisme, la migration et la mobilité, le commerce, le transfert de technologie, la culture, le changement climatique, le développement, l'énergie et l'eau. Ils ont demandé l'application effective du plan d'action suivant **des étapes et des échéances claires**.

Accord de libre-échange: le Parlement a réaffirmé son soutien en faveur de la conclusion d'un accord de libre-échange (ALE) global et ambitieux entre l'Union et l'Inde.

Cet accord devrait être conclu dans les meilleurs délais, **dans un esprit de réciprocité et d'intérêt mutuel et en tenant compte des normes internationales** que les deux parties se sont engagées à respecter, y compris celles qui ont été établies dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et l'Organisation internationale du travail (OIT), ainsi que le principe de responsabilité sociale des entreprises.

Les députés ont recommandé d'adopter une **stratégie cohérente** qui s'articule autour de priorités claires tout en insistant sur l'importance du dialogue interparlementaire structuré au regard du fonctionnement du partenariat stratégique.

Programme de coopération étendu en matière de politique étrangère et de sécurité: la résolution a mis l'accent sur l'important potentiel que recèlent les domaines de la politique étrangère et de la sécurité dans l'optique d'un renforcement des synergies entre l'Union et l'Inde.

Les deux parties devraient notamment:

- intensifier leurs efforts en faveur d'un **multilatéralisme** au niveau mondial; la haute représentante de l'Union est invitée à soutenir la candidature de l'Inde à un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies;
- coopérer en vue de **soutenir les processus démocratiques** en Asie et coordonner leurs politiques en matière d'aide humanitaire et de développement afin d'influer sur l'avancement des processus politiques, économiques et sociaux dans les pays concernés, y compris en faveur des minorités ou des apatrides, tels que les Rohingyas;

- poursuivre la coopération entre les **services de sécurité et de répression** de l'Union et de l'Inde au titre des accords conclus dans le cadre d'Europol en vue de lutter contre la radicalisation, l'extrémisme violent et le terrorisme;
- approfondir la coopération en vue de contribuer à la mise en place d'un processus de paix et de réconciliation en **Afghanistan** sous contrôle et sous responsabilité afghans;
- œuvrer en faveur d'un rapprochement et d'un retour à des **relations de bon voisinage entre l'Inde et le Pakistan** à travers un dialogue approfondi;
- renforcer leur coopération en faveur du **désarmement universel**, de la non-prolifération des armes de destruction massive et de la sécurité nucléaire;
- renforcer leur coopération dans des domaines comme la **sécurité maritime**, la cybersécurité et la protection des données ainsi que les migrations et la mobilité;
- intensifier la coopération dans le **domaine énergétique**, notamment en matière d'énergies renouvelables dans le prolongement de l'accord de Paris sur le climat;
- augmenter le nombre **d'échanges d'étudiants** au titre du programme Erasmus+, qui devrait être encore élargi.

Renforcer les échanges sur le volet «droits de l'homme» du partenariat: le Parlement s'est félicité de l'engagement renouvelé en faveur d'une intensification des échanges sur le volet «droits de l'homme» du partenariat stratégique UE-Inde.

Tout en reconnaissant les efforts des autorités pour lutter contre toutes les formes de discrimination, les députés ont toutefois estimé que la **discrimination fondée sur les castes** continuait de donner lieu à des abus. Ils ont encouragé les autorités indiennes à éradiquer ces violations des droits de l'homme et à garantir la protection totale des minorités, en particulier des minorités ethniques et religieuses.

Enfin, le Parlement a réitéré son appel en faveur de la mise en place immédiate d'un **moratoire sur les exécutions** en Inde.